

Avaries de pilotage à l'Education nationale avant le «grand débat»

Alors que son ministère est en pleine déprime, Luc Ferry doit lancer aujourd'hui son chantier de réflexion sur l'avenir de l'école.

Cette fois, promis juré, le «grand débat national sur l'avenir de l'école» commence. Le vrai, celui sur le terrain, avec «15000 débats dans toute la France» jusqu'au 17 janvier. Luc Ferry va même l'inaugurer devant 500 chefs d'établissement, aujourd'hui à Lille. Oublié son peu d'empressement, l'an passé, à lancer ledit débat. Oublié l'épisode tragique de la *Lettre à tous ceux qui aiment l'école*, pourtant censée ouvrir le débat au printemps dernier. Mais rien ne dit que le vrai «grand débat» relancera un «mammoth» qui hésite aujourd'hui entre anesthésie et déprime. Car l'école a le blues, et ça se voit. Les plus anciens cadres du ministère avouent même «ne pas avoir le souvenir d'une telle atonie». Des téléphones muets. Des rapports commandés dans des délais improbables et ne faisant pas même l'objet d'un accusé de réception. Des réunions annulées, reportées, déplacées. Un cabinet prenant des vacances à quelques jours de la

présentation du budget à l'Assemblée, en pleins préparatifs du «grand débat». Des noms d'oiseaux volant plus bas que jamais entre les deux côtés de la rue de Grenelle (Ferry et Darcos). Un proche conseiller de Luc Ferry dézinguant la politique de son patron devant une brochette d'inspecteurs généraux, à la rentrée, avant d'être lui-même nommé inspecteur général, le lendemain. Des rumeurs en pagaille sur les parachutes que se prépareraient les membres des cabinets (un beau poste vient d'être créé, celui de coordonnateur des inspections générales, aussi bien payé que recteur de Paris). Une absence inédite de «*perspective politique*», avouée par les entourages mêmes des deux ministres. Qui ajoutent: «*La seule ligne, c'est "on étouffe tout ce qui fâche"*». Qui pilote pendant ce temps? Selon les uns, personne. «*Les directeurs d'administration attendent, les recteurs s'enferment dans leurs académies*», selon un inspecteur général. Selon les autres, l'administration, qui aurait tout intérêt à ce défaut de pilotage: «*Cela légitime sa prise de pouvoir*», explique un spécialiste des arcanes de la rue de Grenelle. Le fonctionnement naturel de l'Education nationale rend possible une telle prise de pouvoir: les directeurs d'administration, comme les recteurs, ont une réelle marge de manœuvre technique. **Petits papiers.** Ils s'en empareraient avec d'autant plus de facilité que, dès l'origine, Luc Ferry souffre d'un handicap majeur: ses réseaux à l'Education nationale sont très lâches. Ils s'appuient essentiellement sur l'Inspection générale, corps dont sont issus les acteurs clés de son cabinet (Alain Boissinot, Thierry Bossard...). Mais nul n'ignore que

toutes les nominations importantes passent aujourd'hui par le bureau de Maurice Quenet, recteur de l'académie de Paris, et, dans une moindre mesure, par Matignon. «*Pour être recteur, il faut être juriste, poitevin ou administrateur de la ville de Paris. Et dans les petits papiers de Quenet*», decode un habitué.

Méthodes. Ce déplacement des pôles de pouvoir se nourrit du talent de Luc Ferry pour brouiller les pistes. Il insiste pesamment, à son arrivée, sur sa bonne entente avec Darcos, qui ne tiendra guère. Il promet qu'il ne croit pas aux grandes réformes et brocarde les ministres qui veulent laisser leur nom à une loi avant de lancer un «grand débat» censé déboucher sur... une loi d'orientation, la première depuis 1989. Il plaide pour le retour des méthodes d'enseignement traditionnelles, alors que les nouveaux programmes du primaire, qu'il a soutenus quand il était président du Conseil national des programmes, proposent une approche plus moderne. Sans parler des petites gaffes sans conséquence immédiate qui nourrissent la chronique du ministère, outre les

apparitions récurrentes de l'épouse de Luc Ferry dans des cénacles où on ne l'attend pas (récemment encore, lors du Conseil supérieur de l'éducation).

Dans ce contexte, le «grand débat» apparaît à nombre de cadres de l'Education comme une vaste opération de diversion. «*Il a été conçu pour sauver le soldat Ferry et entrer dans un tunnel... dont on ne sait ni quand ni comment on en sortira*», confie un conseiller du ministère. «*La façon même d'organiser le débat constitue un discrédit du politique.*

Conçu comme il l'est, le débat cantonne au silence médiatique», constate un autre. De fait, Luc Ferry décommande conférences de presse sur déjeuners de presse (vendredi dernier, sur les «dérives communautaires»; mercredi prochain, pour l'ouverture du Salon de l'éducation).

«Loi écrite». Ce flou alimente les craintes du terrain. Chargés d'organiser le débat dans le primaire, plusieurs inspecteurs de l'Education nationale s'inquiètent: «*On doit trouver une salle, un animateur et se taire. Enthousiasmant! De toute façon, je pense que la loi est*

écrite et que le débat est fait pour la justifier», analyse l'un d'eux. Un autre, encore plus formel: «*Beaucoup de questions posées dans le cadre du débat suggèrent déjà des réponses.*» Faire appel à de forts caractères comme Claude Thélot et Christian Forestier pour monter au front sur le «grand débat» ne servirait ainsi qu'à «remplir le vide».

Et à sauver le soldat Ferry? Pour cet inspecteur général, «*Ferry est finalement le meilleur moyen que la droite a trouvé pour casser l'Education nationale! Il prend des coups, il assume des suppressions de*

postes et il reste! Pourquoi s'en priver?» Un cadre du ministère, sur la même ligne: «*Ils ne sont pas revenus de s'en être sortis. Ils se disent: "Moins on bouge, mieux ça se passe." Alors Ferry peut bien faire le mandat en entier: grillé pour grillé. Et puis ils auront du mal à trouver un ministre prêt à se sacrifier.*» L'indice absolu de l'atonie actuelle est relevé par un cadre du ministère: «*Depuis un mois, même le Canard enchaîné fiche la paix à Ferry, à Marie-Caroline et à leur chien, c'est dire!*» Pour vivre heureux, vivons caché. ◆

EMMANUEL DAVIDENKOFF